

*Questions orales*

déjà, sont obligées de payer des impôts devront en payer davantage? Est-ce que le ministre peut assurer les personnes âgées que ces gens-là ne seront pas pénalisés cette fois-ci?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Si vous le permettez, monsieur le Président, j'aimerais apporter une précision. J'ai dit qu'un certain nombre de nos économiquement faibles verraient leur nom disparaître des listes d'impôt, qu'ils ne seraient plus assujettis à l'impôt et qu'un bon nombre d'entre eux sont des personnes âgées.

Ensuite, j'ai précisé que nous allions renoncer à un régime d'exonérations au profit d'un régime de crédits, et que les bénéficiaires de ce changement seraient les Canadiens dont le revenu est moyen ou faible, et non pas ceux dont le revenu est élevé. Encore une fois, les principaux bénéficiaires seront les personnes âgées.

\* \* \*

**L'ÉNERGIE**

## LE PROJET D'ACHAT DE DOME PETROLEUM PAR AMOCO CANADA

**M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances, au sujet encore une fois de cette affaire Dome-Amoco. Hier la Banque de Montréal disait dans un mémoire au comité: «Comme Dome insiste pour que ses actions soient achetées, aucun Canadien ne peut rivaliser avec Amoco». Nous apprenons que Public Affairs International assure la représentation d'Amoco, pour qui elle fait du lobbying, que des hauts dirigeants d'Amoco—je ne donnerai pas de noms—ont des contacts avec le gouvernement, et que le ministre de l'Énergie a des entretiens avec le gouvernement . . .

**Des voix:** Règlement!

**M. Waddell:** Pourquoi le feu rouge aux autres soumissionnaires canadiens, alors que c'est le feu vert pour les Américains et pour Amoco? Pourquoi deux poids et deux mesures?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Tout d'abord, monsieur le Président, la raison pour laquelle nous traitons avec Amoco est claire, c'est que Dome a décidé de traiter avec Amoco. Voilà l'unique entente.

**M. Broadbent:** Parce que vous en avez refusé une antérieurement.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Je demanderais au député de le prouver.

**M. Clark (Yellowhead):** Prouvez-le, Ed.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Ensuite le député a dit pourquoi est-ce le feu rouge à l'acheteur canadien—je pense que le député ne tient pas à ce que nous nous mêlions d'une

procédure entre organismes du secteur privé, parce qu'évidemment cela pourrait créer des problèmes.

• (1140)

Permettez-moi de signaler au député ce qu'Amoco a dit lors d'une audience devant un comité de l'autre endroit. Elle va apporter des avantages importants, par la voie d'investissements importants dans l'industrie des hydrocarbures, plus que ce qui s'est fait depuis cinq ans. Le maintien de l'emploi au profit des Canadiens. Une augmentation de volume pour les fournisseurs de biens et de services à l'industrie canadienne des hydrocarbures. Il s'agit des petites sociétés albertaines dans les contreforts des Rocheuses. Une poursuite et une accélération des travaux de recherche et de développement.

Voilà les avantages que nous allons prendre très sérieusement en compte, par l'entremise d'Investissement Canada, pour veiller à ce que l'opération soit avantageuse pour les Canadiens.

## LE PROJET D'AMOCO DE VENDRE DES ACTIONS À DES CANADIENS

**M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway):** Monsieur le Président, Amoco oeuvre dans le secteur pétrolier depuis des années. Elle est américaine à 100 p. 100. L'an dernier, elle a envoyé aux États-Unis 686 millions de dividendes et réinvesti 107 millions. Le ministre a-t-il jamais vu une pareille conversion depuis celle de Saül sur le chemin de Damas? Voilà une société soudainement devenue canadienne.

Est-ce que le ministre ne veut pas reconnaître avec moi que vendre des actions à des Canadiens, c'est simplement de la poudre aux yeux, si l'on ne vend pas la majorité des actions? L'avenir énergétique du Canada va dépendre de Chicago.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député l'ignore peut-être, mais en ce moment Dome appartient beaucoup plus à des Américains qu'à des Canadiens. Les opinions varient quant au chiffre exact, mais la part canadienne du capital se situe entre 25 et 35 p. 100 aujourd'hui. L'affirmation du député n'est pas exacte.

Je signalerai également qu'avant le PEN, le taux de réinvestissement d'Amoco était aussi bon que celui de n'importe quelle autre société du secteur. Elle a fait voir au cours de 35 à 40 ans, avant le PEN, qu'elle était disposée à investir considérablement.

**M. Waddell:** Elle nous a fait le chantage au PEN.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Si le député veut bien écouter, je pense qu'il sera enchanté de la réponse.

Voilà les engagements sur lesquels nous allons nous pencher par l'entremise d'Investissement Canada avant, et je dis bien avant d'approuver quoi que ce soit.

**Mme Copps:** Monsieur le Président, c'est le gouvernement qui appartient aux Américains sol, sous-sol et tout, jusqu'au pétrole.